

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Communauté Professionnelle Territoriale de Santé OUEST

Siège social : 128 rue Marius et Ary LEBLOND
97460 Saint-Paul

SIRET / APE : 907 595 581 00022 / 86.21Z

Sur les comptes clos au

31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Communauté Professionnelle Territoriale de Santé OUEST

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CPTS OUEST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie intitulée « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Saint Paul, le 11 avril 2025

C2A, Commissaire aux Comptes

A blue ink signature, appearing to be 'S. ROBERT', written in a cursive style.

Sébastien ROBERT, associé

ANNEXE : DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	2 101	648	1 453	1 873
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	29 609	9 610	19 999	10 640
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	2 500		2 500	1 400
Total I	34 209	10 258	23 951	13 913
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	3 397		3 397	54
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	220		220	720
<i>Autres créances</i>	255 844		255 844	265 280
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	489 382		489 382	433 025
<i>Charges constatés d'avance</i>	3 009		3 009	4 043
Total II	751 852		751 852	703 122
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	786 061	10 258	775 804	717 034
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	62 623	62 623
Report à nouveau	11 070	9 289
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	4 471	1 781
Situation nette (sous-total)	78 164	73 693
Total I	78 164	73 693
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	583 078	576 868
Total II	583 078	576 868
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 235	48 385
Dettes fiscales et sociales	35 326	18 089
Total IV	114 561	66 473
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	775 804	717 034
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	114 561	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	6 735	5 800
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	528 000	543 179
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	1 670	
Utilisation des fonds dédiés	576 868	303 675
Autres produits	1 970	5
Total I	1 115 242	852 659
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	343 516	172 991
Impôts, taxes et versements assimilés	2 658	417
Salaires et traitements	138 740	76 228
Charges sociales	36 918	22 050
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 659	4 300
Reports en fonds dédiés	583 078	576 868
Autres charges	2 585	275
Total II	1 113 155	853 130
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 088	-471
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 384	2 252
Total III	2 384	2 252
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 384	2 252

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	4 471	1 781
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	1 117 626	854 911
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 113 155	853 130
EXCEDENT OU DEFICIT	4 471	1 781

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : C.P.T.S OUEST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 775 804 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 4 471 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif C.P.T.S. (Communauté Professionnelle Territoriale de Santé) Ouest est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, créée le 17 novembre 2021 et enregistrée sous le numéro W9R4008659.

1 - La " Communauté " : un collectif de santé au service d'une population

La C.P.T.S. permet la structuration des soins de proximité dans un territoire défini. Elle émane de l'initiative des professionnels de santé de ville qui veulent se coordonner entre eux et avec les acteurs du territoire, afin de mieux organiser la réponse aux besoins de santé d'un territoire. C'est une approche de responsabilité populationnelle.

Elle réunit des professionnels de santé de ville du premier et du second recours, les maisons de santé pluri professionnelles, les centres de santé, les équipes de soins primaires. D'autres acteurs ont vocation à participer à la CPTS :

- établissements et services de santé (hôpitaux publics et privés, hôpitaux de proximité, HAD...),
- établissements et services médico-sociaux (EHPAD, IME, SSIAD, CSAPA...)
- professionnels du social
- acteurs de la prévention (centres de dépistage, associations...)
- les usagers

Le nombre et la fonction des professionnels concernés varient selon les projets et peuvent évoluer dans le temps. Il n'est pas attendu un nombre de professionnels minimum pour créer une CPTS mais une attention particulière sera portée à l'ensemble des acteurs utiles à la mise en œuvre du projet de santé.

L'adhésion à une CPTS sur un territoire n'est pas obligatoire, elle est fondée sur la libre participation des acteurs de santé.

2 - " Territoire " : un exercice coordonné à l'échelle territoriale

Selon la nature du territoire, la taille de la CPTS peut varier en respectant la règle d'une seule CPTS pluri thématique par territoire et de la couverture de La Réunion sans zone blanche ni chevauchement. Elle doit permettre une organisation de l'accès aux soins, des parcours ambulatoires et de la prévention sur ce territoire.

Règles et méthodes comptables

Chaque CPTS recouvre un territoire, en cohérence avec celui des autres CPTS, l'ARS peut aider les professionnels à en définir le périmètre.

Les membres de la CPTS peuvent s'appuyer sur les structures d'exercice coordonné (maisons de santé, centre de santé, équipes de soins primaires), déjà existantes sur le territoire.

Le diagnostic devra nécessairement être partagé entre toutes les parties prenantes du projet (ce qui sous-entend une démarche de communication et de mobilisation des partenaires du territoire).

3 - " Un projet de santé " : une démarche volontaire

Le projet de santé décrit l'organisation de la CPTS et les modalités de sa mise en œuvre. Il précise :

- la composition de l'équipe et la mise en place du travail en équipe,
- la gouvernance,
- la coordination,
- le statut juridique,
- sur le fondement de l'ACI, les missions socles ou optionnelles, attendues à mettre en cohérence avec les besoins et les spécificités du territoire ainsi qu'avec les orientations stratégiques du Projet Régional de Santé (PRS).
- les actions à mener pour réaliser ces missions.

Tout projet est amené à évoluer avec le temps en fonction des nouvelles actions de la CPTS.

L'association C.P.T.S. Ouest a pour but:

- de fédérer ses membres autour d'actions prioritaires de santé publique et favoriser la coordination entre professionnels de santé
- d'organiser les soins offerts aux patients, au travers de son accès et de son parcours, de sa qualité et de sa pertinence
- de mettre en œuvre et coordonner les compétences offertes par ses membres pour améliorer la santé publique sur son territoire d'intervention principal recouvrant les communes de Saint-Paul, du Port, de La Possession et de Trois Bassins à la Réunion, notamment par la mise en œuvre des projets régionaux de santé publique
- d'impliquer les professionnels de santé, les acteurs sociaux, les enseignants en activité physique adaptée (APA), les acteurs locaux et les usagers dans des actions de santé centrées sur les besoins et attentes du patient
- de stimuler et organiser le développement professionnel continu dans une dynamique interprofessionnelle ou pluriprofessionnelle, tant en formation médicale initiale que continue
- de développer toutes actions de promotions des soins premiers sur son territoire d'intervention principal et sur la région Océan Indien
- de promouvoir une attractivité pour l'installation des jeunes professionnels de santé en fonction des besoins sur le territoire.
- de faciliter la recherche médicale appliquée, particulièrement en matière d'interprofessionnalité
- de commercialiser ou vendre tous produits matériels ou prestations en rapport direct avec son objet, dans le respect des dispositions légales en vigueur

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	2 101			2 101
- Instal.générales, agencements aménagements divers		5 591		5 591
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 011	9 007		24 018
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	17 112	14 598		31 709
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 400	1 100		2 500
Immobilisations financières	1 400	1 100		2 500
ACTIF IMMOBILISE	18 512	15 698		34 209

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		14 598	1 100	15 698
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		14 598	1 100	15 698
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	228	420		648
- Instal.générales, agencements aménagements divers		381		381
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 372	4 857		9 229
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 599	5 659		10 258
ACTIF IMMOBILISE	4 599	5 659		10 258

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 261 573 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 500		2 500
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	220	220	
Autres	255 844	255 844	
Charges constatées d'avance	3 009	3 009	
Total	261 573	259 073	2 500
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Notes sur le bilan

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	62 623				62 623
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	9 289	1 781			11 070
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	1 781	-1 781	4 471		4 471
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	73 693		4 471		78 164
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	73 693		4 471		78 164

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 114 561 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	79 235	79 235		
Dettes fiscales et sociales	35 326	35 326		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	114 561	114 561		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	10 302
Dettes provis. pr congés à payer	18 565
Organismes sociaux charges à payer	5 645
Formation continue	1 127
Total	35 639

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 009		
Total	3 009		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 798 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		528 000				528 000
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						528 000

Autres informations

Donations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
<i>Mission 1 2023</i>	230 335	230 335	230 335		123 672	123 672	
<i>Mission 2 2023</i>	168 576	168 576	168 576		55 138	55 138	
<i>Mission 3 2023</i>	53 660	53 660	53 660				
<i>Mission 4 2023</i>	60 384	60 384	60 384		27 232	27 232	
<i>Mission 5 2023</i>	29 635	42 577	42 577				
<i>Mission 6 2023</i>	21 335	21 336	21 336				
<i>MISSIONS 1 2024</i>	170 500				170 500	170 500	
<i>MISSIONS 2 2024</i>	110 000				110 000	110 000	
<i>MISSIONS 3 2024</i>	44 000				18 881	18 881	
<i>MISSIONS 4 2024</i>	44 000				44 000	44 000	
<i>MISSIONS 5 2024</i>	33 000				15 771	15 771	
<i>MISSIONS 6 2024</i>	27 500				17 885	17 885	
Total	992 925	576 868	576 868		583 078	583 078	